

**Défense - Opérations extérieures -  
Entretien de M. Jean-Yves Le  
Drian, ministre de la défense, avec  
l'hebdomadaire «Paris Match» -  
extraits**

(Paris, 10 mars 2017)

Q - Quel bilan tirez-vous de la présence française au Mali ?

R - On peut mesurer l'ampleur du chemin parcouru. Début 2013, les djihadistes étaient durablement installés dans le nord du Mali, menaçant d'entrer dans la capitale. Nous étions proches de l'instauration d'un État terroriste dans le Sahel, lequel, il faut en être conscient, aurait pu menacer notre propre sécurité ici, en France. L'intervention française, déclenchée à la demande des autorités maliennes, a permis de repousser les djihadistes, de saisir plus de 200 tonnes de munitions et d'armements, et de contenir la menace. On peut se féliciter que les groupes armés terroristes ne soient plus en capacité de contrôler un territoire. En revanche, ils sont toujours menaçants et tentent, par un harcèlement permanent, de saboter les efforts de paix.

Q - Vous avez gagné la guerre, mais la paix ?

R - Le processus, défini dans le cadre des accords de paix signés en 2015 à Alger, vient de faire un important pas en avant ces dernières semaines j'ai pu rencontrer l'une des premières patrouilles mixtes à Gao et les autorités intérimaires se sont installées dans les régions du nord du Mali, à Kidal, et Gao et Menaka. La feuille de route est respectée et, surtout, l'ensemble des acteurs maliens démontre sa détermination à installer la paix. Appliquer, respecter cette paix, c'est aussi rendre hommage à la mémoire des 18 soldats français morts au combat.

Q - Les accords ont tardé...

R - Cela aurait pu aller plus vite. Il a fallu faire preuve de patience. Maintenant, il y a un agenda. Il faut s'y tenir. Les Maliens s'y sont engagés et y travaillent. Nous devons les accompagner dans leurs efforts. Nous comptons aussi sur la mission des Nations unies, la Minusma, pour appuyer la mise en oeuvre effective des différents volets des accords d'Alger.

Q - Quel bilan tirez-vous de l'opération Barkhane ?

R - C'est une grande première pour nos armées Nous avons créé un dispositif adapté aux moyens et modes d'action des groupes terroristes, qui frappent par-delà les frontières. En passant de Serval à Barkhane, nous sommes passés d'une lutte locale à un combat régional

contre le terrorisme. Nos forces interceptent encore près de 2 tonnes de munitions et d'armements tous les mois. Maintenant, ce qui a été initié au niveau régional doit se poursuivre en appui des propres efforts des pays du G5 Sahel [Mauritanie, Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad]. À cet égard, le travail des détachements de liaison et d'appui opérationnel (DLAO) au Mali ou au Niger est fondamental. Ces opérations menées avec les armées nationales montrent d'excellents résultats.

Q - Ne craignez-vous pas qu'une présence prolongée donne aux forces françaises l'image d'une armée d'occupation ?

R - Nous sommes présents au Sahel à la demande des gouvernements de la zone et au terme d'accords de défense publique. Il n'y a aucun rapport avec une force d'occupation. Barkhane est une force de coopération au service de la sécurité, celle de la zone et la nôtre, les deux étant liées.

Q - N'y a-t-il pas un risque que les militaires français apparaissent comme les protecteurs de certains pouvoirs en place ?

R - L'histoire récente prouve le contraire. Au Burkina Faso, où l'armée française est présente, elle n'est intervenue ni au moment de la révolution, en septembre 2015, ni par la suite. Les élections qui ont suivi ont eu lieu sans que nos troupes interfèrent de quelque manière que ce soit.

Q - (...) Vouloir consacrer 2% du PIB aux dépenses de défense. Y êtes-vous pour quelque chose ?

R - Atteindre les 2% est un minimum qui fait consensus, par-delà les sensibilités politiques. Ces 2% sont nécessaires, non pas pour faire plaisir aux armées, mais pour que la France continue à disposer d'un outil de défense complet et moderne.

Q - Quels postes devraient, bénéficier en priorité d'une augmentation budgétaire ?

R - Nous voyons des menaces se jouer des frontières physiques mais aussi numériques. Je privilégierais un effort accru dans la cyberdéfense. Il faut aussi poursuivre la modernisation des équipements que j'ai entreprise./.